

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le vingt-neuf septembre deux mil seize à vingt heures trente, le Conseil Municipal de SAINT GUILLAUME, dûment convoqué s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame PAQUET Eliane, Maire.

Etaient présents : Eric NOIRAT, Alain TERRIER, Hervé COFFRE, Michel VALLIER, Monette REYNARD, Eliane PAQUET, Jocelyne HAUT

Alexandre CHENAVAS et Maurice VALLIER arrivés à 8h45

Hélène SURRE à 8h55

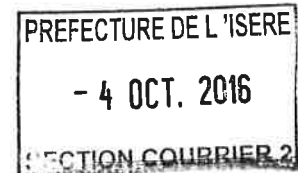
Absents : David PICCARRETA

Pouvoir :

Secrétaire de séance : Jocelyne HAUT

Date de convocation : 14 septembre 2016

Membres en exercice : 11



2016-D98

OBJET : Prescription de la révision du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U)

Votants : 10 , pour : unanimité

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L 151-1 et suivants, L 152-1 et suivants, L 153-1 et suivants et R 153-1 et suivants ;

VU les articles L 103-2 à L 103-4 du code de l'urbanisme relatifs à la concertation ;

Vu les précédentes délibérations du Conseil Municipal relatives à la révision du Plan d'Occupation des Sols, puis du Plan Local d'Urbanisme en date des 9 décembre 1997, 17 mai 2000 et 22 novembre 2004,

Madame le Maire présente l'intérêt pour la commune de réviser le PLU. Elle soumet au Conseil Municipal les principales justifications qui motivent la révision et précise les principaux objectifs qui seront poursuivis : il est nécessaire de réfléchir à un nouveau projet équilibré, entre des mesures de développement de l'urbanisation, de création nécessaire de logements pour faire face aux besoins d'une part et des mesures de protection d'autre part, qu'il s'agisse de la structure des paysages, de l'organisation historique du territoire ou de ses composantes agricoles et naturelles.

Elle précise en outre :

- Que la mise en place d'un PLU permettra de palier à l'abrogation de l'actuel Plan d'Occupation des Sols, programmée pour mars 2017, en application de la loi ALUR, du 24 mars 2014,
- qu'il est nécessaire de réaliser un nouveau document d'urbanisme compatible avec le Schéma de Cohérente Territoriale (SCoT) de la région grenobloise.

Ainsi, Il s'agit notamment :

- De définir un projet de développement qui respecte l'organisation en hameaux de l'espace bâti, où chacun de ces hameaux pourra se développer en fonction de ses potentiels et de ses spécificités (en intégrant notamment la problématique des risques naturels) et en renforçant la centralité du Chef-lieu.
- de créer les conditions d'une croissance démographique maîtrisée, qui recherche l'équilibre dans la répartition par classes d'âges et demeure à l'échelle de la commune.
- De diversifier l'offre en logements, dans une recherche d'équilibre la pyramide des âges.
- De permettre le développement des petites entreprises artisanales locales, d'assurer la poursuite de l'exploitation des ressources naturelles (en limitant toutefois la pression sur l'environnement) et de permettre la pérennité du petit commerce.

- D'assurer la cohérence entre le développement urbain et la structure viaire de la commune, les modes de déplacements des habitants, en limitant la longueur des trajets liés aux déplacements motorisés entre la commune et les pôles d'emplois et de services et en favorisant les déplacements entre les hameaux sur des modes doux.
- Dans l'objectif de préservation de l'identité de Saint Guillaume, de son cadre de vie, il s'agit aussi de protéger et de mettre en valeur les paysages de la commune, tant agricoles, naturels qu'urbains et définir des mesures d'intégration des nouveaux espaces bâtis dans la trame paysagère.
- De renforcer les dispositions relatives à la préservation du caractère architectural et urbain du Chef-lieu et des hameaux historiques,
- De protéger les principaux espaces agricoles,
- De préserver les grandes continuités écologiques (trames vertes et bleues) et les espaces naturels d'intérêt majeur.
- De satisfaire les besoins en logements et en équipements en rentabilisant l'espace tout en tenant compte de la difficulté de la densification de l'espace bâti, compte-tenu notamment de l'absence d'assainissement collectif en dehors du Chef-lieu.

Après avoir entendu l'exposé du Maire :

Considérant que la révision du P.L.U. aurait un intérêt important pour une bonne gestion du développement communal et du développement durable, notamment au regard des objectifs poursuivis et des principales motivations exposés par le Maire,

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :

- D'approuver et de définir expressément et sans réserves les objectifs de la révision du PLU tels qu'énoncés ci-avant.
- De prescrire la révision du PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, notamment ses articles L 153-1 et suivants et R 153-1 et suivants.
- De fixer les modalités de concertation prévues aux articles L 103-2 à L 103-6 du code de l'urbanisme de la façon suivante :

Moyens d'information à utiliser :

- affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires.
- au moins une réunion publique avec la population
- mise à disposition du public en mairie, aux heures et jours d'ouverture, d'un dossier présentant l'avancement des études, régulièrement mis à jour,
- affichage de la mise à disposition dans les lieux habituels d'affichage de la commune.

Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :

- un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis tout au long de la procédure à la disposition du public, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture.
 - possibilité d'écrire au maire.
 - au moins une réunion publique sera organisée afin de présenter le diagnostic et le PADD avant l'arrêt du projet.
- La concertation se déroulera jusqu'à l'arrêt du projet de révision du PLU à l'issue duquel le conseil municipal en tirera le bilan par la même délibération. La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

- De s'engager à tenir un débat au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables conformément à l'article L153-12 du code de l'urbanisme, deux mois au moins avant l'arrêt du projet PLU.
- De demander que les services de la direction départementale des territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du PLU.

Conformément à l'article L153-11 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée :

- *aux Présidents du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes et du Conseil Départemental de l'Isère.*
- *aux Présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture.*
- *à l'autorité compétente en matière des transports, au Président de la Communauté de Commune du Trièves.*
- *aux Maire des Communes limitrophes, au Président du SCoT de la Région Grenobloise.*
- *au Président du Parc Naturel Régional du Vercors.*

Conformément aux articles R 153-20 et R 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal d'annonces légales.

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 03 octobre 2016 et que la convocation du conseil avait été faite le 14 septembre 2016

Le Maire,

Eliane PAQUET

Certifié exécutoire suite à transmission
en Préfecture le 03/10/2016
et affichage le 03/10/2016

